

s'abstiendrait de toutes poursuites ultérieures et ne s'avillirait pas jusqu'à recevoir le denier du pauvre; nous étions dans l'erreur. Eh bien alors, puisqu'il a été inaccessible à tout sentiment de pudeur et de délicatesse, à nous de le juger à son tour et de lui imprimer un stigmate qui soit le sceau de sa basse conduite, de sa sordide avarice et de son ignoble vengeance. Il a été payé pour quelques champignons la somme DE CENT CINQUANTE ET UN FRANCS SIX CENTIMES.

Amende . . . . .	7	60
Dépens liquidés au profit du noble comte . . . . .	38	57
Frais envers la partie publique . . . . .	14	95
Frais de poursuites, signification de jugement, de saisie, d'opposition, de placards, de transport, etc., etc. . . . .	89	94
Total . . . . .	151	06

Le chiffre de la souscription n'ayant été que de 134 fr. 76, il a fallu suppléer pour pouvoir obtenir les quittances, etc. Ainsi le trésor public et M. de Robiano se sont partagé l'obole du pauvre. La loi est satisfaite; mais il est un tribunal devant lequel M. le comte de Robiano ne sera pas absous, c'est celui de l'opinion publique, qui ne lui pardonnera pas, non-seulement d'avoir fait traduire devant des juges et condamner à la prison, à l'amende, aux dépens, quelques malheureuses, coupables d'avoir cueilli des champignons, mais encore d'avoir exigé, pour être payé de ses trente-huit francs, que l'on fit la saisie de quelques tables et de quelques chaises en bois blancs. »

Gand, 14 juillet.

La presse servile et décevante, la presse du ministère belge, le *Moniteur* et l'*Union*, le *Belge* et l'*Indépendant* ont eu depuis huit jours de rudes attaques à repousser, de retentissantes narquades à souffrir. Le scandale de l'adjudication des lits militaires, pour avoir été le premier reproche adressé à la cupidité ministérielle, par le *Courrier* et d'autres feuilles, n'a point été l'incrimination la moins incisive. Les ministres avaient produit des chiffres; on a élevé aussi des colonnes de chiffres contre leur justification, et tout l'échafaudage de leur apologie est tombé sous le poids de la conviction générale, fondée sur des documents irréfragables.

De pareilles malversations, qu'elles s'effectuent par inadvertance et ignorance ou par dessein prémédité, ne laissent pas de jeter la déconsidération sur le gouvernement: on l'accuse d'improbité et de mauvaise foi, et cette déplorable renommée qu'il se fait lui-même, nuit singulièrement au pouvoir moral qu'il doit exercer sur ses administrés, comme autorité publique. Un gouvernement et un ministère méprisés sont bien près de leur chute.

Ce qui s'est passé ensuite au sujet des prétendus troubles d'Amsterdam n'était pas fait pour réhabiliter le léopoldisme dans l'esprit des honnêtes gens. C'est à ce sujet que les feuilles, confidentes et interprètes du ministère, ont montré toute leur malveillance, étalé toutes leurs haines et déblatéré toutes leurs impostures avec une ostentation et une virulence, qui heureusement portaient en elles-mêmes leur contre-poison. Il était impossible de se faire d'avance une idée de l'impudence avec laquelle les faits ont été exagérés, dénaturés, falsifiés. Du tapage nocturne de quelques prolétaires ivres de genièvre payé par nos patriotes, on a prétendu faire une grande révolution politique; on a parlé tout d'abord de l'expulsion de la maison d'Orange de la Hollande; on a inventé les mensonges de maisons pillées, de caisses publiques distribuées au peuple, de la garde civique croisant la bayonnette contre des cuirassiers, pour protéger le pillage. Enfin on a crié au mécontentement de toutes les classes dans les provinces hollandaises, et l'on a fait voir à révolution frappant déjà de sa masse toutes les institutions constitutionnelles de nos voisins septentrionaux.

Toutes ces forfanteries et ces impostures ont été à la vérité démenties; mais elles n'en avaient pas moins produit certain effet sur les gens simples, sur les niais, dont les journaux de la patrioterie et du mouvement sont en possession depuis cinq ans d'exploiter la crédulité; toutefois les feuilles du ministère n'ignorent pas que leurs fables seront relevées; mais que leur importe? pourvu que la déception dure quelques jours. Elles s'inquiètent fort peu de la honte qui leur en revient et qui réjaillit sur leurs patrons.

Nous ne sommes pas surpris de cette indifférence, ou plutôt de ce mépris pour l'opinion publique. Soutiens d'une révolution immorale et perverse, ce n'est pas sans doute par la droiture, la franchise et la loyauté que ces journaux doivent en assurer le triomphe. L'usurpation, l'iniquité, le brigandage peuvent réussir pendant quelque tems à force de fourberies et d'intrigues; mais personne n'entreprendra jamais de les justifier par le raisonnement et la morale. Plus les gouvernements sycophantes sont obligés de déployer leurs ressources pour se maintenir, plus ils se perdent

dans l'esprit de leurs administrés, parce que ces ressources ne sont que des iniquités et des turpitudes.

L'étranger comprend aussi la bassesse de pareils expédients; et lorsqu'il voit le *Moniteur*, organe direct du gouvernement, publier avec impudence des chiffres et des documents imposteurs, il s'émerveille, et calcule aussitôt, non pas ce qu'un tel état a de vie probable (il sait que la consolidation en est impossible), mais ce qu'il lui a fallu de ruses et d'attentats pour avoir vécu jusqu'aujourd'hui.

(*Messageur.*)

## GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

LUXEMBOURG, 18 juillet.

Plusieurs journaux de Bruxelles ont eu la bonhomie de répéter l'article suivant du *Journal d'Arlon*:

« On nous communique à l'instant une lettre écrite par un Luxembourgeois, dans laquelle on lit:

» La commission du gouvernement sera vraisemblablement dissoute par M. Stiff qui est venu à l'improviste nous surprendre; il résultera de cette mesure d'autres économies qui permettront d'alléger les contribuables, et sous ce rapport elles seront approuvées. On ignore quel ordre de choses nouveau sera substitué à l'ancien. »

On ne sait vraiment ce qu'il faut admirer davantage, l'outrecuidante simplicité du *Journal des jeunes gens*, ou la mauvaise foi de ses correspondans qui le trompent et le mystifient.

— Le *Journal de La Haye* publie ce qui suit sous le titre de correspondance particulière.

Bruxelles, 10 juillet.

Par son ordre du jour du 26 juin, le baron Evain, ministre de la guerre, a enlevé les illusions, détruit les rêves ambitieux de 300 et plus d'officiers de l'armée active, ayant sollicité la faveur de passer au service de la reine d'Espagne. Je vous ai fait part du mobile principal de ces nombreuses démarches, pour me servir des expressions du ministre: le désir de faire fortune les inspirait; chez les solliciteurs, il n'y avait ni conviction dans la justice de la cause qu'ils embrassaient, encore moins l'intention de faire triompher l'opinion à laquelle ils doivent les épaulettes qu'ils portent. L'argent, l'argent exclusivement, est l'idole adorée de ces individus qu'une commotion politique a déplacés en les lançant dans une carrière où les sentimens généreux et magnanimes tiennent quelquefois lieu de mérite.

Les léopoldistes ont parfaitement mesuré la portée de l'engouement qui s'est manifesté parmi les officiers. Déserteur de drapeaux, abjurer ses sermens, quitter sa patrie pour devenir mercenaire, sont des preuves d'une démoralisation sans exemple. Quelle confiance peuvent inspirer des officiers, prêts à vendre leur épée au plus haut mettant et dernier enchérisseur? Lorsque les chefs d'une armée descendent à ce degré d'abjection, on peut affirmer qu'il n'y a plus d'esprit de nationalité dans la force militaire soutenant le gouvernement, et ce gouvernement est menacé par sa base.

Cette tendance a effrayé la cour; on a reconnu que l'armée avait peu de sympathie pour l'ordre de choses établi. Les libéraux accusent les généraux étrangers d'avoir tué l'opinion patriotique de l'armée, ils cherchent à ranimer l'enthousiasme éteint, et se disent informés des intentions hostiles de votre gouvernement.

L'organisation d'une réserve dont personne n'avait entendu parler; les articles des journaux ministériels, relatifs à l'armement, aux exercices de la garde civique sédentaire, sont autant de mesures prises pour pallier les déflections qui viennent d'apparaître.

On ne peut se dissimuler la gravité de la position; cependant, si je dois croire à ce qui se dit, Léopold, instigué par les conseils de Louis-Philippe, stimulé par le parti dominateur, ferait reposer son salut sur une force militaire compacte, capable de réprimer les mutins.

L'armée de réserve, répartie par province, formera un noyau de résistance toujours prêt à agir. Le nouvel uniforme imposé à la garde civique, est la pâle copie de ce qui est à Paris. Seulement, chez les voisins, les ministres ont assez d'influence pour faire décerner les grades élevés à leurs partisans, ici, tout le contraire, dans les élections qui viennent d'avoir lieu: les dévoués à la cour et à la sacristie ont été écartés.

Toujours même stupeur à la bourse, les affaires y sont absolument nulles, les spéculateurs en très-petit nombre. Aujourd'hui, on s'entretenait d'un procès intenté par M. Ardouin, à la maison Cogels et Dewellens, au sujet de pièces achetées à des cours élevés, dont l'acceptation est refusée. Il s'agit de l'emprunt espagnol de 1834 et d'une somme considérable.

A M. le Rédacteur du Journal de Luxembourg.

Monsieur,

Je soussigné Jean Weber, cabaretier, à Merl, près de Luxembourg, reconnais avoir reçu de M. Beck, agent de la Compagnie d'assurances réunies de Bruxelles, demeurant à Luxembourg, la